



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

5 décembre 2014

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 7 janvier 2015.

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- Page 4

◆ **Marché du travail**

- Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
- Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
- Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
- Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
- Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel
- Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
- Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
- Page 12 : taux de chômage (Insee)

◆ **Emploi**

- Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
- Page 14 : évolution récente de l'intérim
- Page 15 : évolution récente de l'emploi salarié

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- Page 17 : activité partielle
- Page 18 : procédures de licenciement collectif

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En octobre 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) diminue de -0,4 % en Île-de-France (données CVS) et augmente de +0,8 % en France métropolitaine. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits augmente de +0,6 % dans la région et de +0,5 % en France métropolitaine. Ces évolutions font suite à une forte hausse observée le mois précédent pour les deux catégories.

En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +6,2 % en Île-de-France, contre +5,6 % en France métropolitaine.

La demande d'emploi des femmes connaît une hausse identique à celle des hommes en octobre 2014 (tous deux à +0,6 % en catégorie ABC). Sur un an, en revanche, l'évolution reste sensiblement moins élevée pour les demandeuses d'emploi.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie ABC recule légèrement au mois d'octobre en Île-de-France (-0,2 %), tandis qu'il augmente en France métropolitaine (+0,5 %). La hausse qui touche les seniors est similaire en région francilienne et en France métropolitaine, à un rythme qui semble moins soutenu que celui généralement observé ces dernières années.

Au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,6 % de la population active, stable depuis maintenant trois trimestres.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente légèrement au 2^{ème} trimestre 2014, en Île-de-France comme en France métropolitaine. Mais l'intérim est en légère baisse cet été, en particulier dans les activités financières et les activités de conseil et d'ingénierie.

MUTATIONS ECONOMIQUES

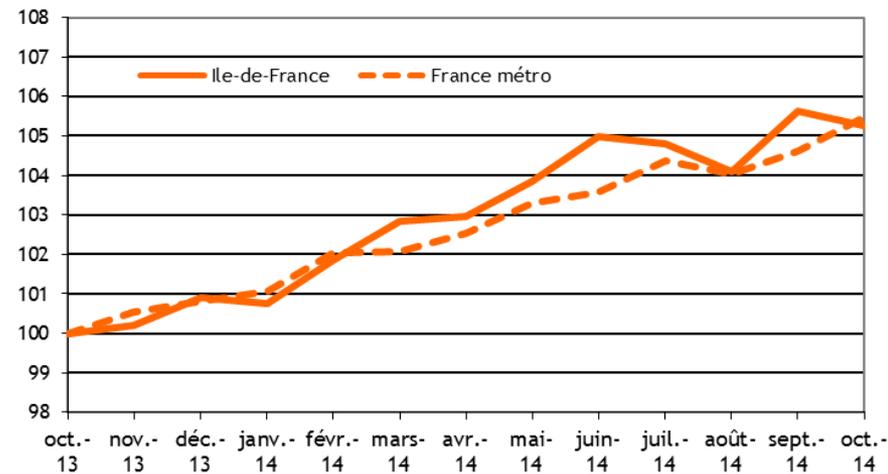
Au mois d'octobre 2014, près de la moitié des heures d'activité partielle autorisées concernent le secteur de la construction, qui depuis plusieurs mois demeure le plus grand consommateur d'activité partielle. A l'image du mois précédent, les procédures de licenciement collectif menacent en octobre un nombre d'emplois bien inférieur à la moyenne des douze derniers mois, dont un tiers environ seront perdus pour cause de liquidation judiciaire.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2014

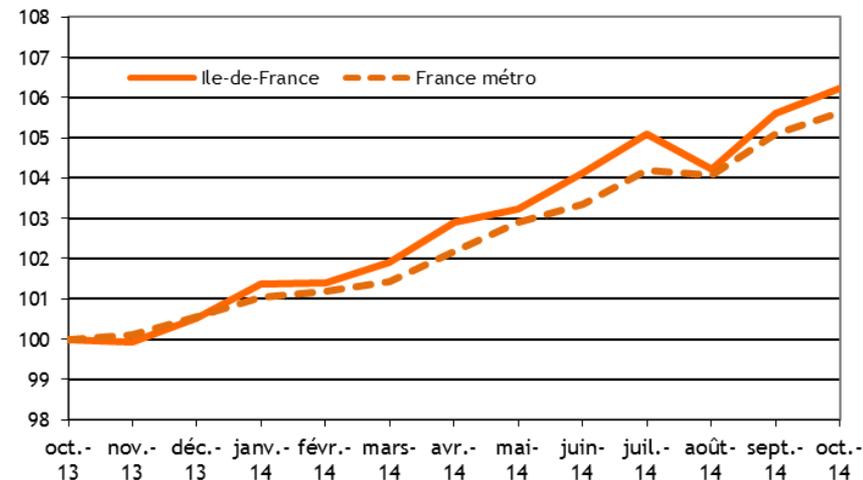
- En octobre 2014, la demande d'emploi de catégorie A diminue en Île-de-France de -0,4 % après correction des variations saisonnières. Elle augmente de +0,8 % en France métropolitaine.
- En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés augmente de +0,6 % dans la région, et de +0,5 % en France métropolitaine.
- Sur un an, la hausse en catégorie A s'élève à +5,2 % en Île-de-France et +5,5 % en France métropolitaine. Pour la catégorie ABC, l'augmentation atteint +6,2 % en région francilienne et +5,6 % au niveau national.
- On observe au mois d'octobre un recul du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A en Île-de-France, tandis que la hausse continue en France métropolitaine. En prenant en compte les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégorie ABC), la région affiche aussi une hausse, mais qui reste inférieure à celle du mois de septembre.

Octobre 2014	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	651 700	3 460 900	-0,4	0,8	5,2	5,5
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	916 170	5 154 200	0,6	0,5	6,2	5,6

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en octobre 2013)



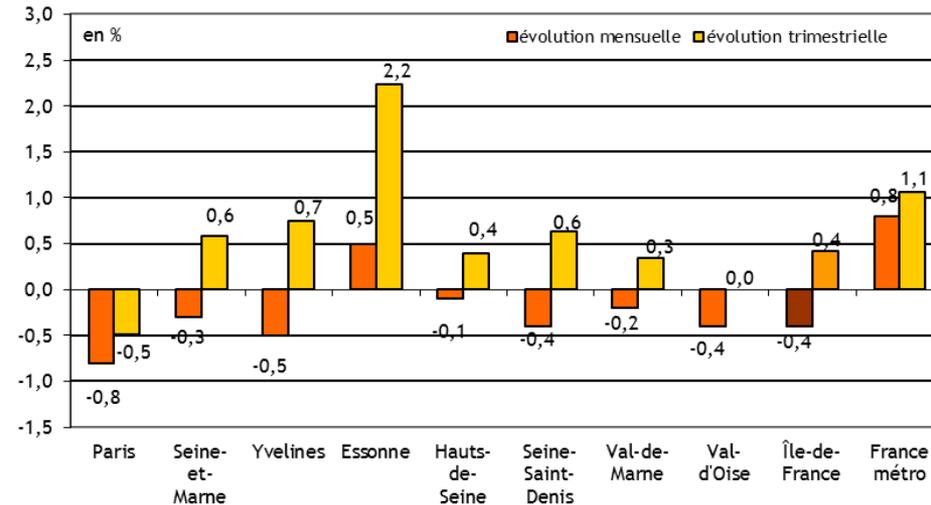
Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en octobre 2013)



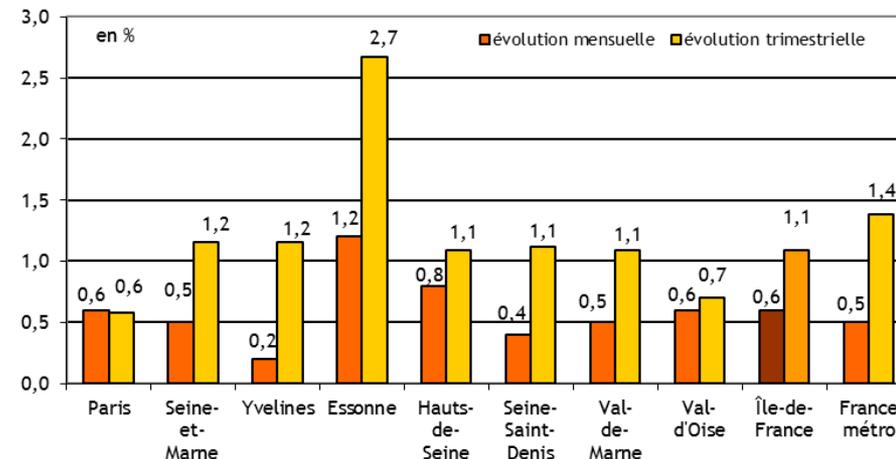
Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2014

- En octobre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue dans tous les départements franciliens à l'exception de l'Essonne (+0,5 %). La baisse atteint -0,8 % à Paris, et -0,5 % dans les Yvelines.
- En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans tous les départements, de +0,2 % dans les Yvelines jusqu'à +1,2 % en Essonne.
- Sur trois mois, le nombre de demandeurs en catégorie A augmente de +0,4 % en Île-de-France, alors qu'il augmente de +1,1 % au niveau national. Sur trois mois l'Essonne connaît la plus forte hausse (+2,2 %) et la seule baisse intervient à Paris (-0,5 %).
- En catégorie ABC, l'évolution trimestrielle atteint +1,1 % en région francilienne, avec une hausse dans tous les départements, particulièrement élevée en Essonne (+2,7 %). Sur cette même période, la hausse s'élève à +1,4 % en France métropolitaine.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



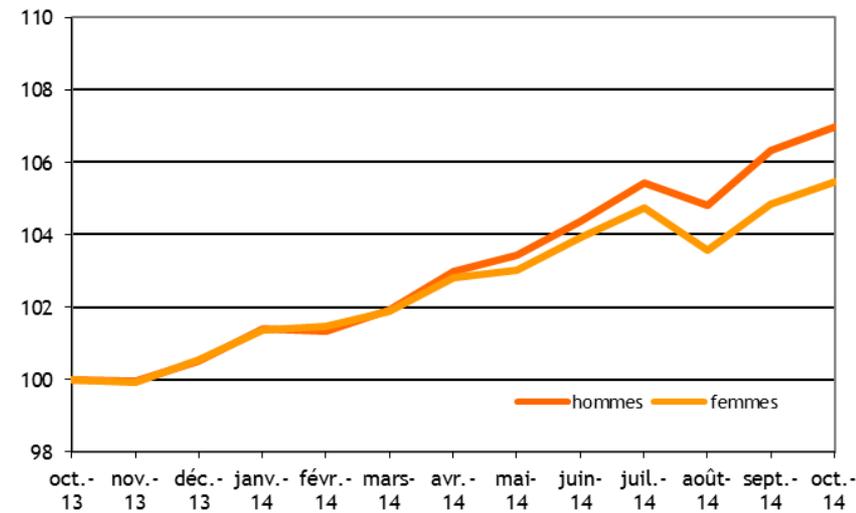
CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	131 570	-0,8	195 900	0,6
Seine-et-Marne	64 450	-0,3	92 080	0,5
Yvelines	61 870	-0,5	86 550	0,2
Essonne	55 910	0,5	79 870	1,2
Hauts-de-Seine	78 180	-0,1	108 480	0,8
Seine-Saint-Denis	116 650	-0,4	156 710	0,4
Val-de-Marne	73 010	-0,2	100 130	0,5
Val-d'Oise	70 060	-0,4	96 450	0,6
Île-de-France	651 700	-0,4	916 170	0,6
France métropolitaine	3 460 900	0,8	5 154 200	0,5

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2014

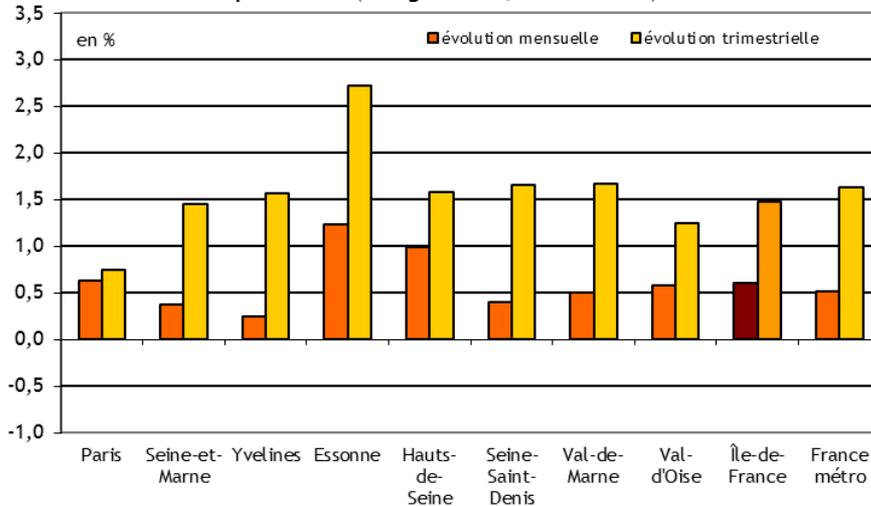
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

- La demande d'emploi en Île-de-France augmente en octobre 2014 de +0,6 %, à la fois pour les hommes et pour les femmes.
- Au niveau départemental, on ne note pas non plus de différence notable entre les évolutions de la demande d'emploi des hommes et des femmes.
- Sur les trois derniers mois en revanche, le nombre de demandeuses d'emploi a augmenté de +0,7 % en Île-de-France alors que la hausse atteint +1,5 % pour les hommes, la demande d'emploi augmentant donc plus fortement pour les hommes que pour les femmes. Ce phénomène existe mais n'est pas aussi marqué au niveau national (+1,1 % contre +1,5 %).

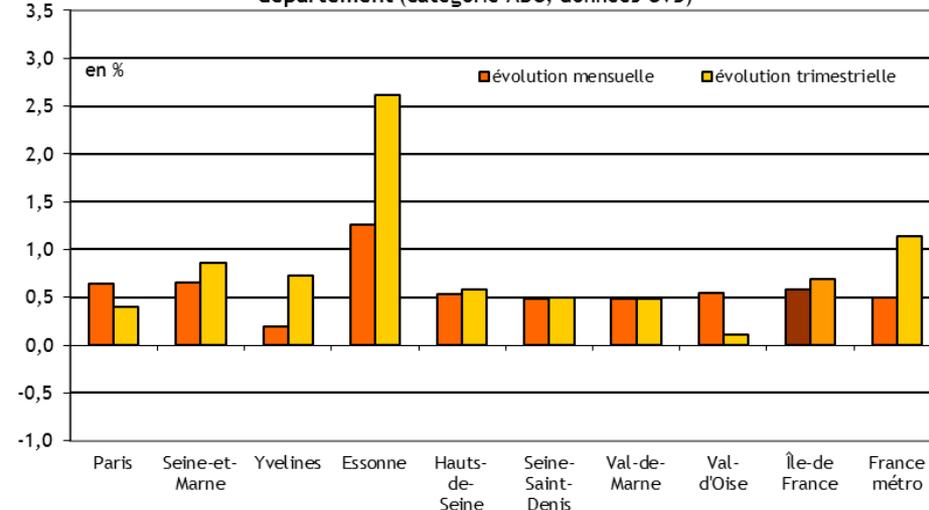
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 octobre 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

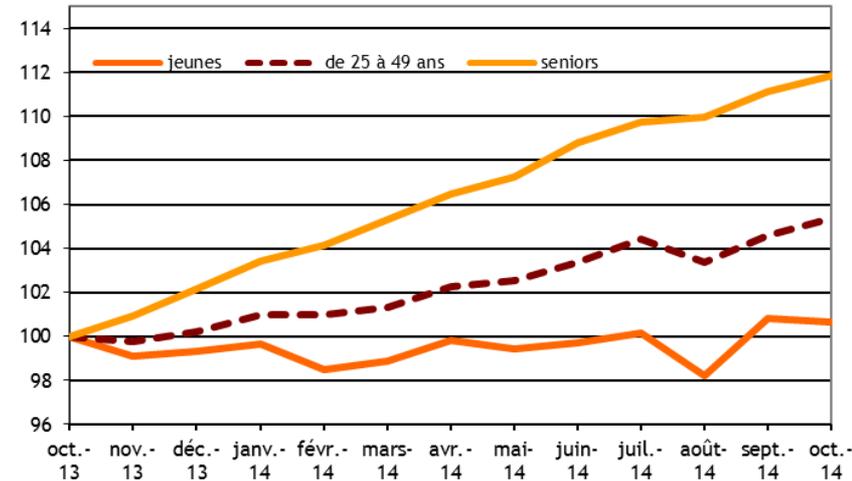


Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2014

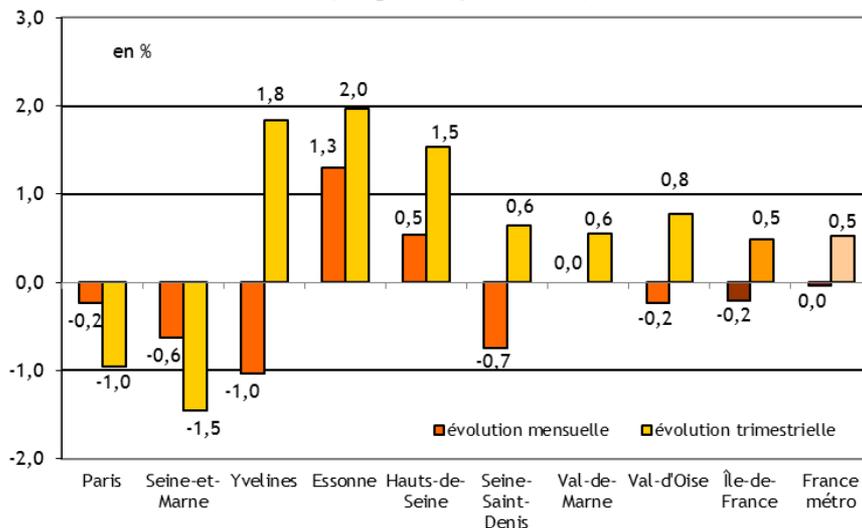
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

- Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi diminue légèrement en Île-de-France au mois d'octobre 2014 (-0,2 %), à la suite de la très forte hausse de septembre. L'évolution trimestrielle reste modérée (+0,5 %). Au niveau national, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi reste stable en octobre. Il augmente aussi de +0,5 % en trois mois.
- En octobre, la demande d'emploi des jeunes augmente en Essonne et dans les Hauts-de-Seine, qui connaissent aussi une augmentation trimestrielle importante. Les Yvelines sont le troisième département à subir une forte progression sur trois mois, bien qu'il s'agisse du département francilien où la baisse est la plus marquée ce mois-ci.
- La demande d'emploi des seniors croît à un rythme un peu moins soutenu en Île-de-France et au niveau national.

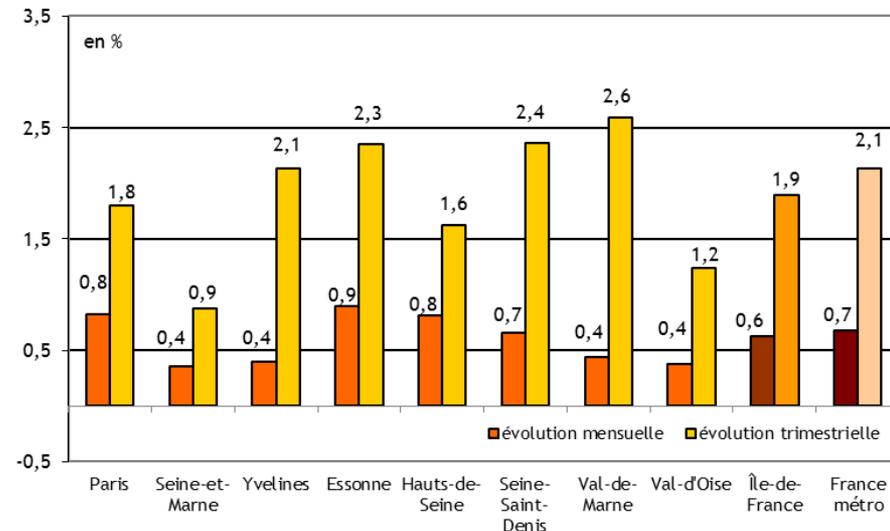
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 octobre 2013)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2014

Les demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle et par domaine professionnel

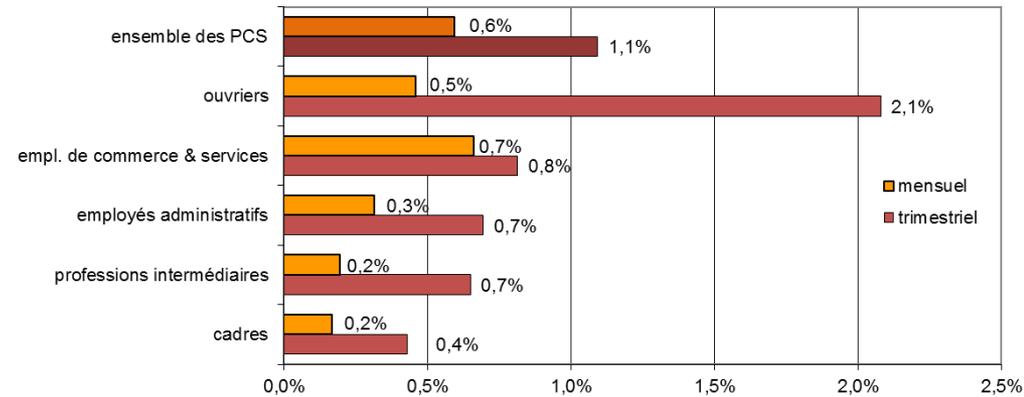
En octobre 2014, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi est la plus élevée au sein des employés de commerce et de services (+0,7 %) et des ouvriers (+0,5 %), tandis que les autres catégories professionnelles augmentent plus modestement.

Sur trois mois, la demande d'emploi des ouvriers augmente très fortement (+2,1 %), se détachant du reste des catégories professionnelles, pour lesquelles la hausse reste plus contenue (de +0,4 % pour les cadres à +0,8 % pour les employés de commerce et de services).

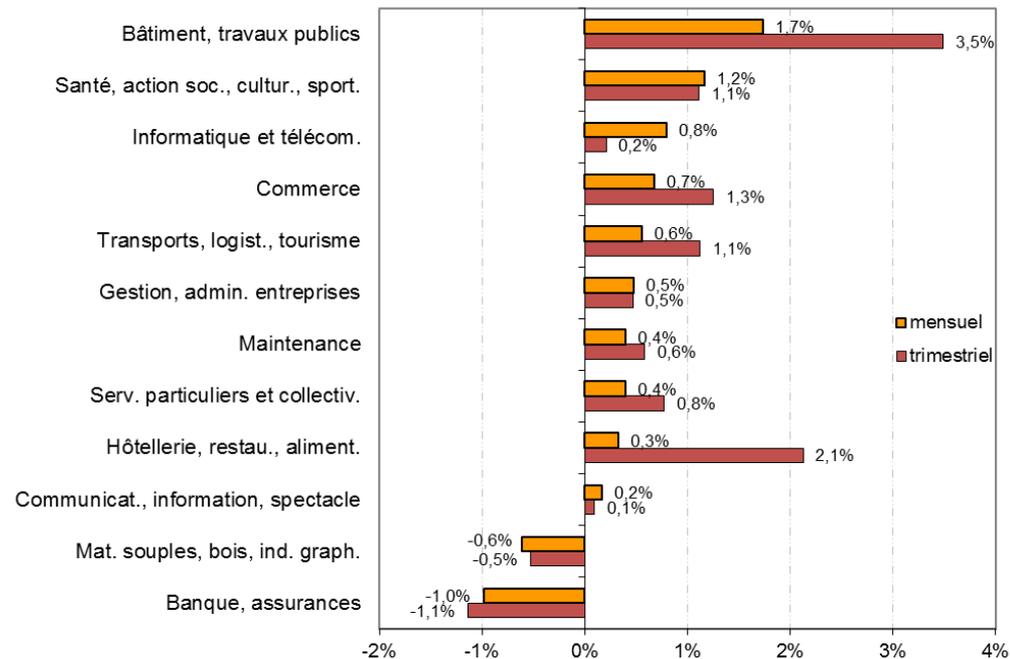
Les métiers du bâtiment et des travaux publics subissent la plus forte hausse sur le mois d'octobre (+1,7 %), mais aussi sur les trois derniers mois (+3,5 %). Pour ces métiers, on observe une forte augmentation, sans réel ralentissement, depuis 2013 déjà. Les métiers de l'hôtellerie et restauration ont été relativement épargnés ce mois-ci (+0,3 %) après plusieurs mois de dégradation.

Les seules baisses interviennent pour les métiers de la banque et des assurances et dans ceux des matériaux souples, bois et industries graphiques, que l'on considère seulement le mois d'octobre ou les trois derniers mois.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, pour les principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2014

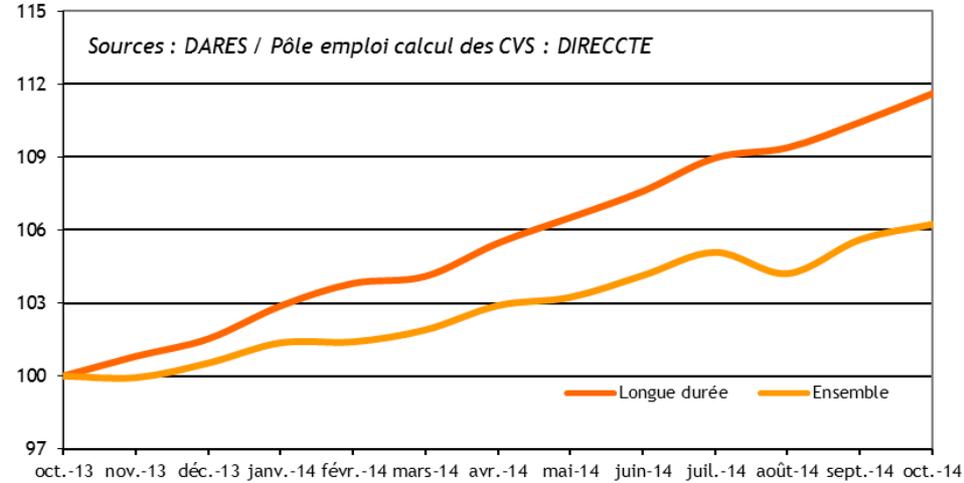
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

En octobre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +1,1 % en Île-de-France. L'évolution des demandeurs inscrits depuis moins d'un an est de +0,2 %.

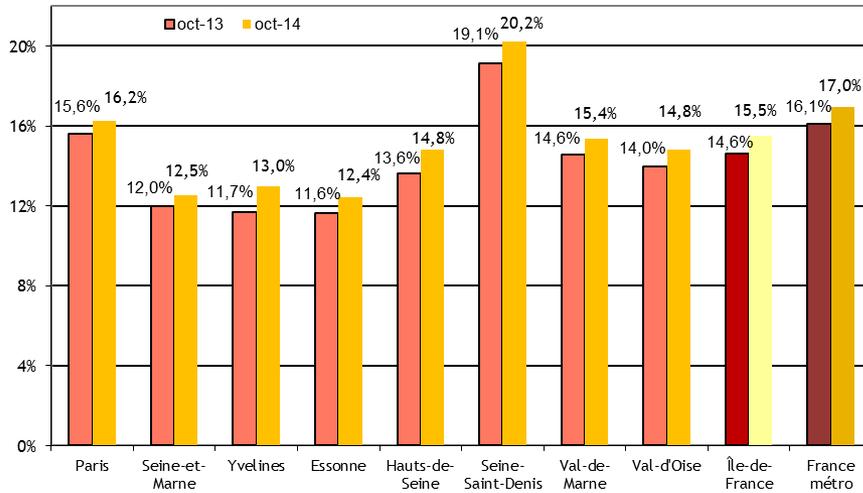
La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus s'élève à 42,6 %.

15,5 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, contre 17,0 % en France métropolitaine. En un an, cette part a progressé de +0,9 point en Île-de-France ainsi qu'au niveau national. Elle progresse également dans tous les départements franciliens, sans exception.

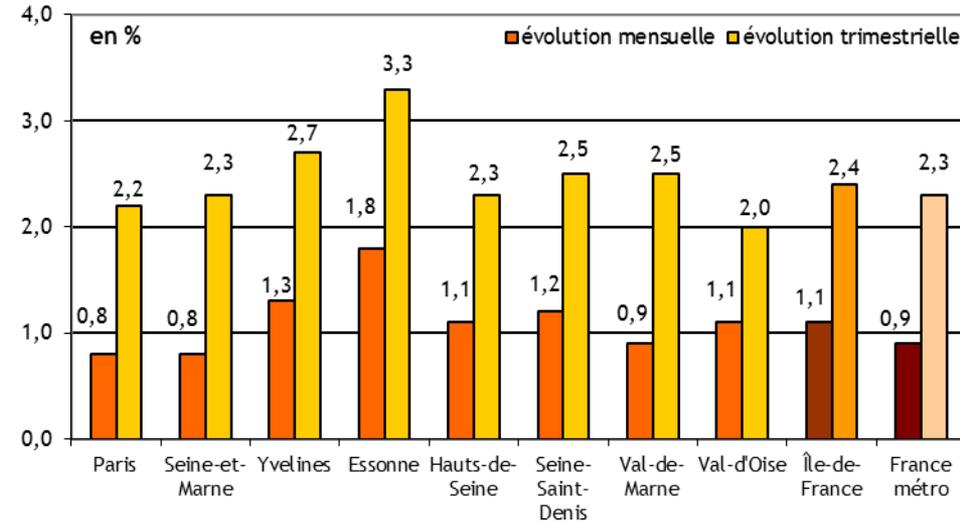
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 octobre 2013)



Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)

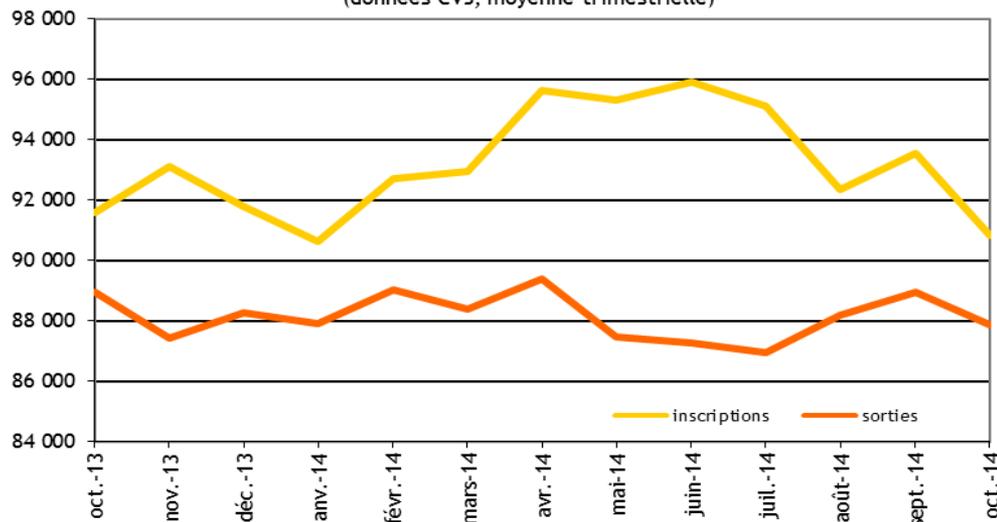


Les entrées et les sorties à la fin du mois d'octobre 2014

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

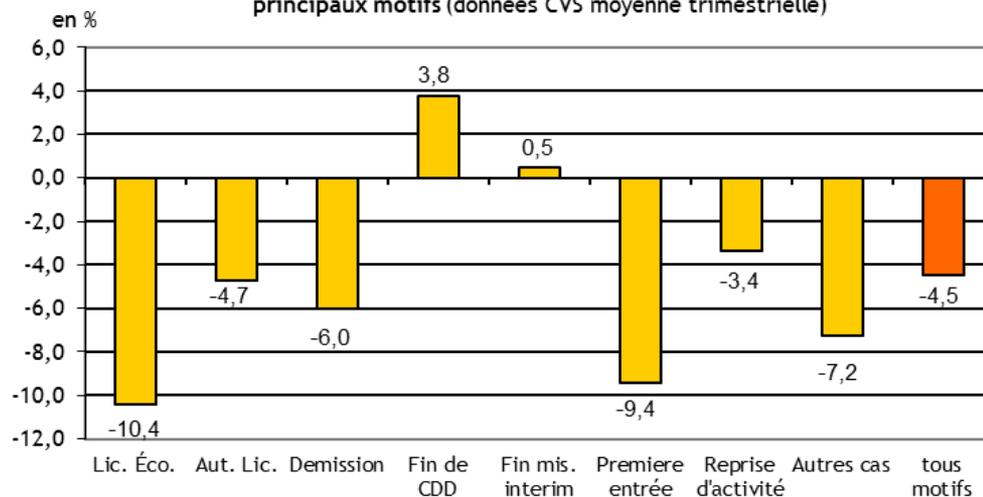
- En octobre 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi diminue fortement par rapport au mois de septembre (données corrigées des variations saisonnières). Le nombre de sorties a également diminué.
- En moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées recule sensiblement tandis que le nombre de sorties se replie légèrement. L'écart entre le nombre d'entrées et de sorties semble donc se réduire après s'être stabilisé au mois précédent.
- Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 44 % des inscriptions, parmi lesquelles 5 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, le nombre d'entrées baisse fortement quel que soit le motif, sauf pour celui de fin de mission d'intérim (où le nombre d'entrées est stable) et celui de fin de CDD (qui connaît la seule hausse).
- Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 48 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les radiations administratives (9 % des motifs) augmentent très fortement alors que les reprises d'emploi déclarées (17 % des motifs) demeurent relativement stables.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 2ème trimestre 2014

➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4^{ème} trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétrolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

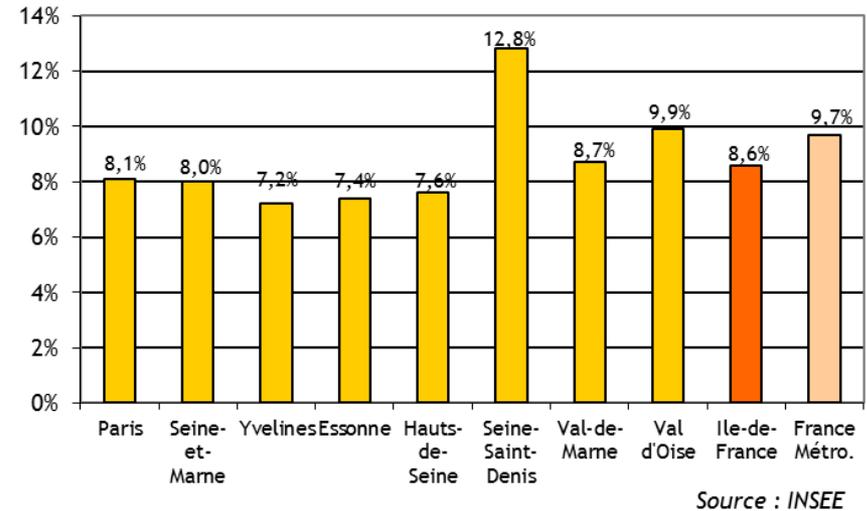
□ Au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au premier trimestre 2014. En France métropolitaine, il est également resté stable, à 9,7 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France baisse de -0,1 point ; il baisse de -0,2 point sur l'ensemble du territoire. Le taux francilien reste nettement inférieur (-1,1 point) au taux national (hors DOM).

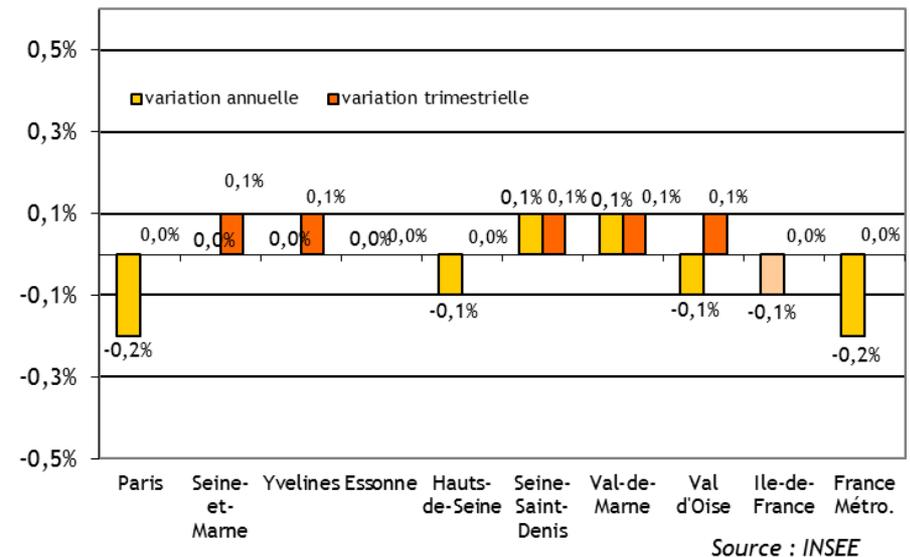
□ Comme au trimestre précédent, le taux de chômage est resté à peu près stable dans tous les départements franciliens.

□ La Seine-Saint-Denis reste le département francilien où le taux de chômage est le plus fort, atteignant 12,8 %. Il est suivi par le Val-d'Oise où il s'élève à 9,9 %, seul autre département d'Île-de-France où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 2ème trimestre 2014



Évolution du taux de chômage localisé au 2ème trimestre 2014



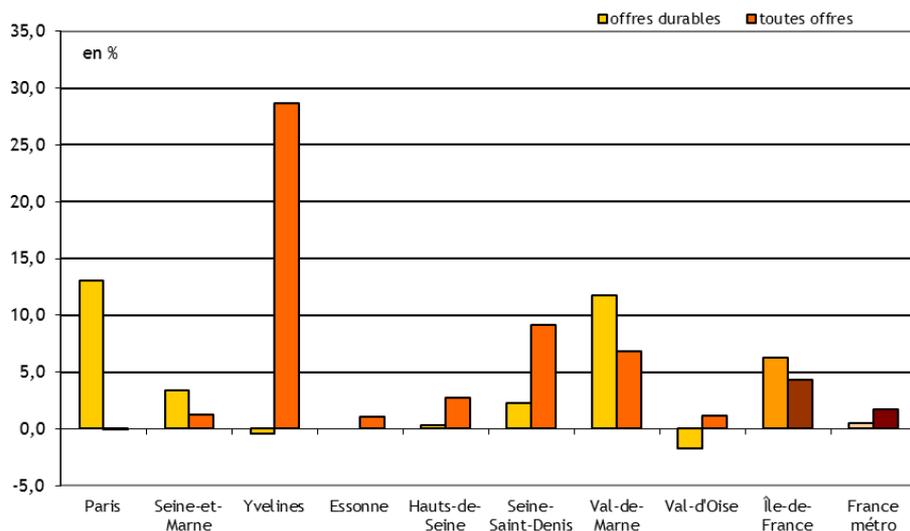
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin octobre 2014

En octobre 2014, 45 010 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 26 500 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre d'offres diminue ainsi légèrement par rapport au mois précédent.

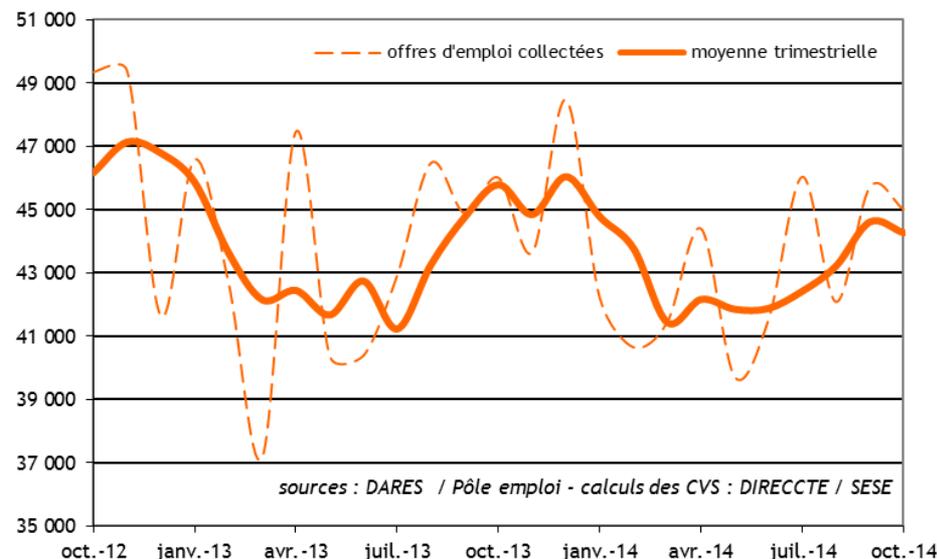
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région augmente pour les deux types d'offres, la hausse étant néanmoins nettement plus marquée pour les offres durables.

En France métropolitaine, on observe au cours des trois derniers mois une progression modeste du nombre d'offres d'emploi, portée par les offres non durables.

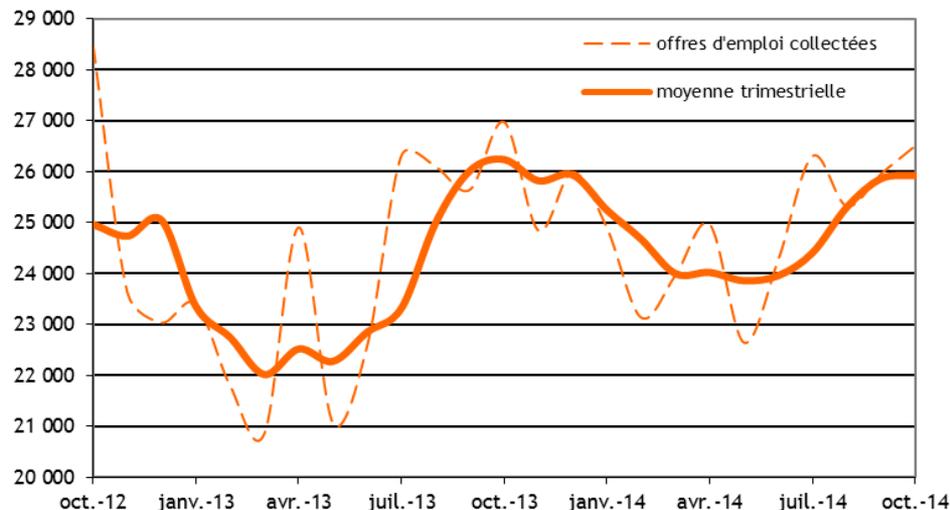
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis octobre 2012 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis octobre 2012 (données CVS)



L'intérim à fin août 2014

❑ En Île-de-France, 268 600 contrats d'intérim ont été signés au mois d'août 2014, soit une moyenne journalière de 87 700 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).

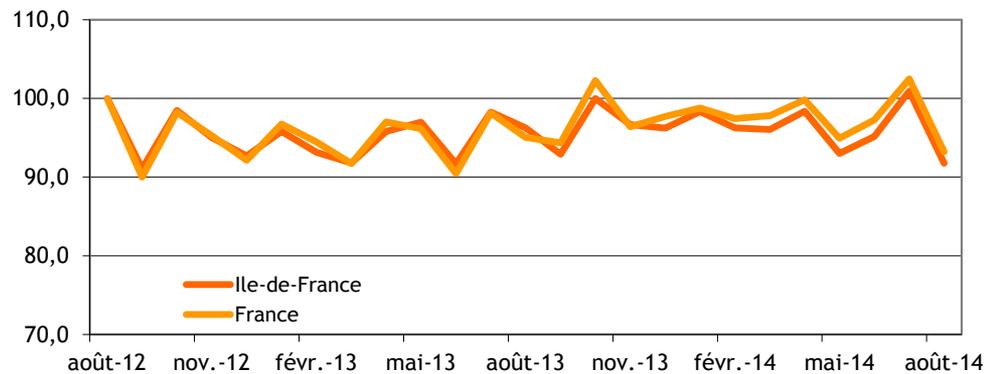
❑ Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont diminué par rapport au mois précédent. En moyenne sur les trois derniers mois, l'intérim se stabilise : +0,1 % par rapport aux trois mois précédents.

❑ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse de +2,4 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, en particulier dans la fabrication de matériels de transport (+6,0 %).

❑ Comme depuis le début de l'année, l'intérim dans la construction enregistre un recul, mais moins important qu'en début d'année 2014 : -1,4 % sur les trois derniers mois, en données CVS.

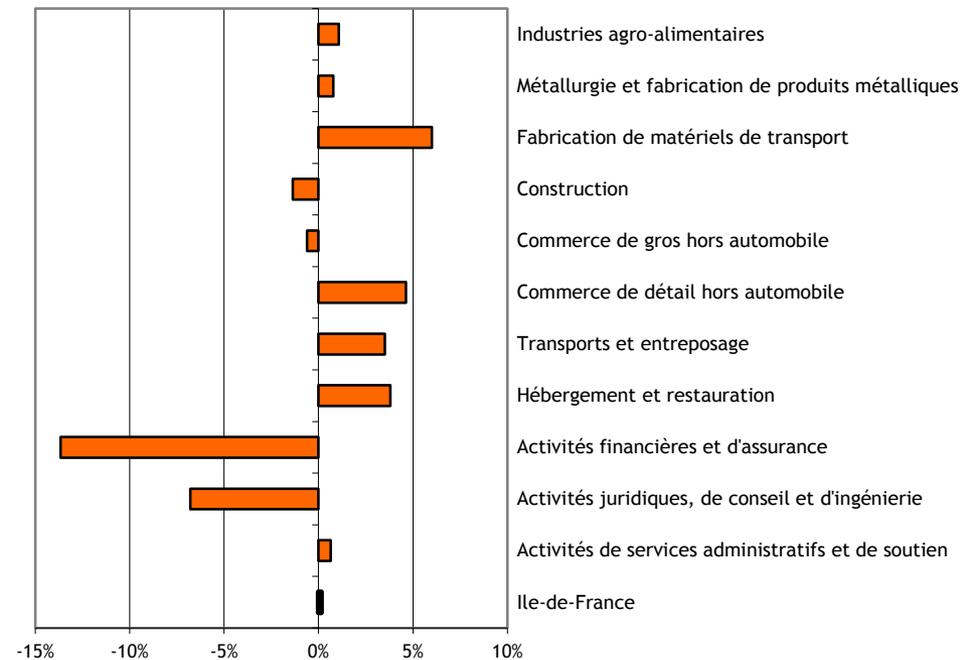
❑ Le tertiaire se stabilise (-0,1 %), avec des fortes différences suivant les principaux secteurs : des hausses dans le commerce de gros, l'hébergement et restauration, et le transport et entreposage (resp. +4,6 %, +3,8 % et +3,5 %) et une baisse dans les activités financières et d'assurance, et les activités juridiques de conseil et d'ingénierie (resp. -13,7 % et -6,8 %). Les autres principaux secteurs du tertiaire sont stables.

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin août 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

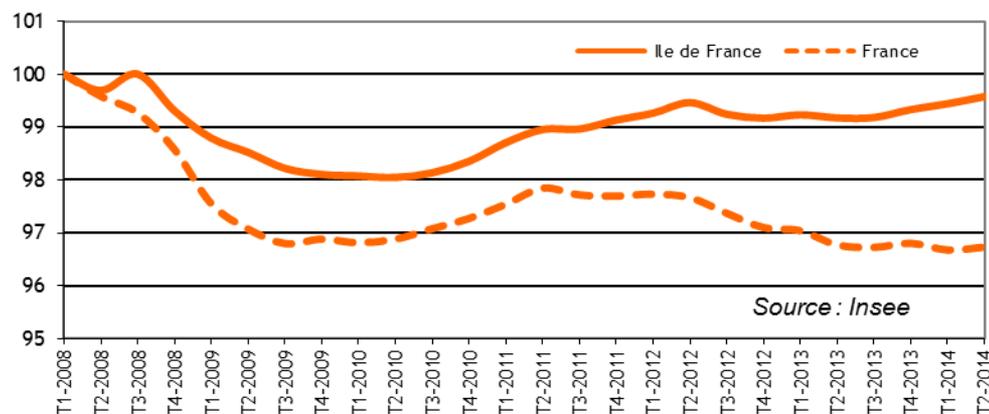
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 2ème trimestre 2014

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Source : Insee

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 2ème trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 1er trimestre 2014)		Evolution annuelle (par rapport au 2ème trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 279 517	116	0,0	14 118	1,1
Seine-et-Marne	302 431	2 793	0,9	592	0,2
Yvelines	367 484	28	0,0	-5 959	-1,6
Essonne	300 791	272	0,1	2 509	0,8
Hauts-de-Seine	815 265	1 661	0,2	-231	0,0
Seine-Saint-Denis	393 944	-356	-0,1	4 503	1,2
Val-de-Marne	359 018	2 479	0,7	2 558	0,7
Val-d'Oise	261 031	-1 443	-0,5	-1 567	-0,6
Ile-de-France	4 079 480	5 549	0,1	16 523	0,4
France métropolitaine	15 423 100	8 400	0,1	-6 800	0,0

Source : Insee

Après avoir quasiment stagné lors du premier trimestre 2014, le nombre d'emplois salariés au deuxième trimestre évolue peu en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+5 500 emplois, soit +0,1 %), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il croît aussi de +0,1 %.

Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,4 % en région francilienne, tandis qu'il stagne en France métropolitaine.

Les départements franciliens connaissent, selon ces estimations provisoires, des évolutions très différenciées au deuxième trimestre.

L'emploi salarié marchand augmente nettement en Seine-et-Marne (+0,9 %, 2 800 postes gagnés) et dans le Val-de-Marne (+0,7 %, soit 2 500 postes). La plus forte baisse touche le Val-d'Oise (-0,5 %, soit 1 400 postes détruits).

En rythme annuel, on observe aussi des situations très variées selon les départements. Les Yvelines subissent la baisse la plus importante (-1,6 %, 6 000 postes perdus) principalement due au premier trimestre 2014. La Seine-Saint-Denis (+1,2 %, pour 4 500 postes) et Paris (+1,1 %, soit 14 100 postes) enregistrent les plus fortes hausses annuelles, bien que l'emploi salarié y stagne sur le trimestre.

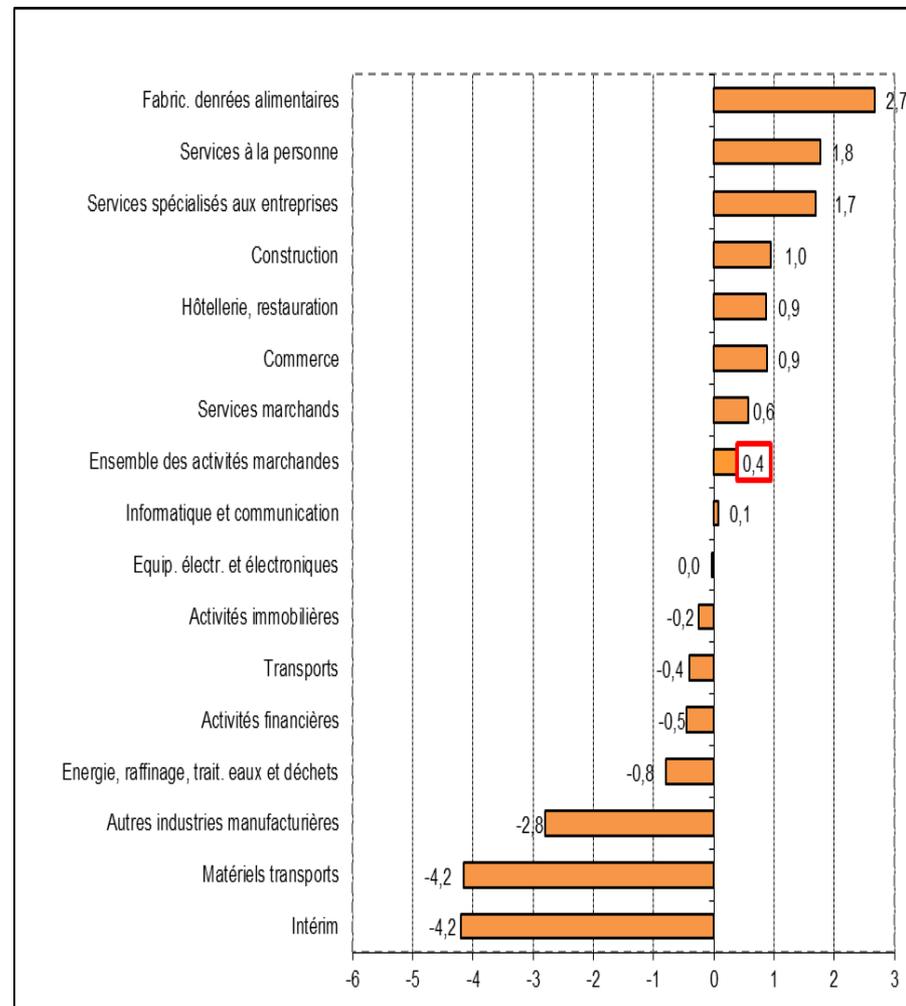
L'emploi salarié au 2ème trimestre 2014

❑ Au deuxième trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie continue de baisser en Île-de-France (-0,6 %) et reste quasiment stable dans la construction (-0,1 %). Le nombre d'emplois augmente légèrement dans le secteur du commerce (+0,2 %) et des services marchands (+0,3 %).

❑ En un an, la construction créé 2 600 emplois dans la région (+1,0 %). Le commerce enregistre une hausse de plus de 6 000 emplois (+0,9 %). Seule l'industrie connaît une baisse de l'emploi salarié marchand, avec près de 7 500 emplois perdus (-1,6 % sur un an). En son sein, les « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) perdent environ 5 000 emplois et le secteur des matériels de transports voit disparaître plus de 3 000 emplois.

❑ Les services marchands gagnent 15 300 emplois (+0,6 % sur un an), mais on observe des évolutions différentes selon les services. 15 000 postes sont créés dans le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) parmi lesquels 4 200 postes pendant le seul deuxième trimestre 2014. Les services à la personne enregistrent la plus forte hausse en pourcentage (+1,8 %) créant 4 400 postes sur un an. A l'inverse, l'intérim perd 3 600 emplois et le secteur des transports perd 1 500 emplois, bien que tous deux demeurent stables lors du deuxième trimestre.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le 2^{ème} trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

L'activité partielle en octobre 2014

➤ Depuis le 1^{er} octobre, le service de l'activité partielle est dématérialisé. Pendant la période transitoire de mise en place de ce nouveau système, les données statistiques restent provisoires et susceptibles d'être modifiées.

❑ En octobre dernier, 79 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte.

❑ Elles correspondent à 285 547 heures de travail autorisées à être chômées.

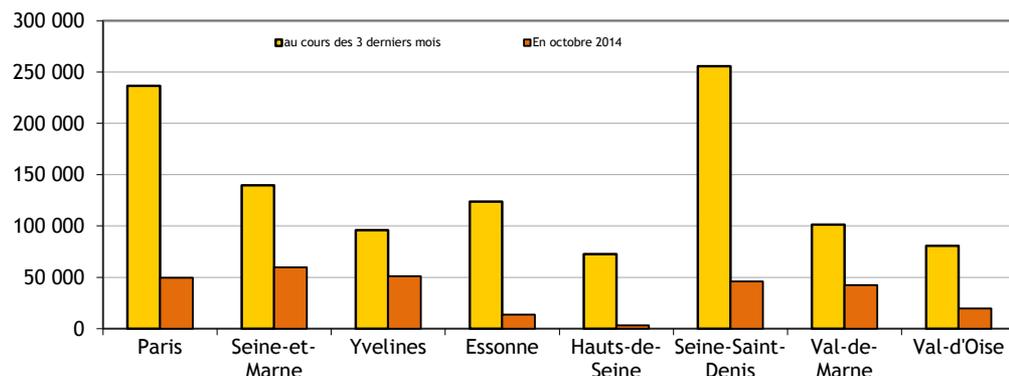
❑ Le secteur de la construction cumule 47 % des heures demandées ce mois-ci dans la région, qui sont principalement concentrées dans les départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines et du Val-de-Marne.

❑ Ces trois départements regroupent par ailleurs 53 % des heures d'activité partielle autorisées en octobre dernier.

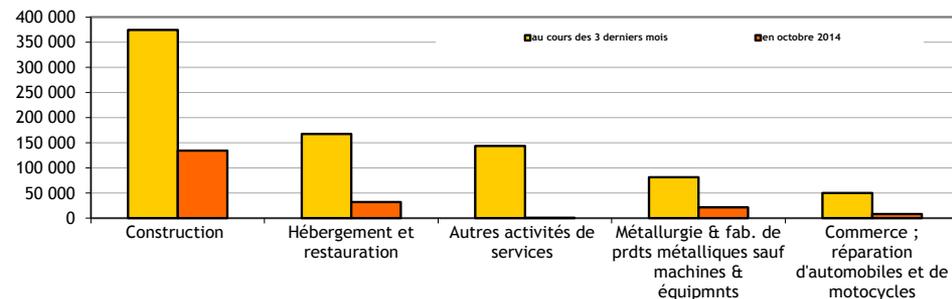
❑ Paris a également enregistré un nombre assez important d'heures demandées mais la grande majorité d'entre elles l'ont été par un seul établissement du secteur de l'hébergement.

❑ La moitié des heures autorisées dans le département de la Seine-Saint-Denis concerne un constructeur automobile.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en octobre	79	16	15	8	10	4	8	4	14
cumul 2014	1123	203	136	149	138	116	120	102	159
Heures associées en octobre	285 547	49 671	59 864	51 066	13 687	3 330	45 920	42 277	19 732
cumul 2014	4 962 980	1 012 641	493 204	791 428	503 045	606 947	509 813	518 828	527 074
Salariés concernés en octobre	1222	77	190	176	86	9	511	72	101
cumul 2014 (sans doubles comptes)	17 964	1 915	1 316	5 670	1 791	2 065	2 658	943	1 606

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les procédures de licenciement collectif en octobre 2014

En octobre, 42 procédures concernant 1 231 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte. C'est un total sensiblement inférieur à la moyenne constatée sur ces 12 derniers mois.

Parmi ces emplois, 435 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

L'Essonne et le Val-d'Oise sont les deux départements qui concentrent le plus de salariés menacés, par rapport au nombre de postes qu'ils abritent sur leur territoire.

Les autres départements sont relativement épargnés, notamment le Val-de-Marne.

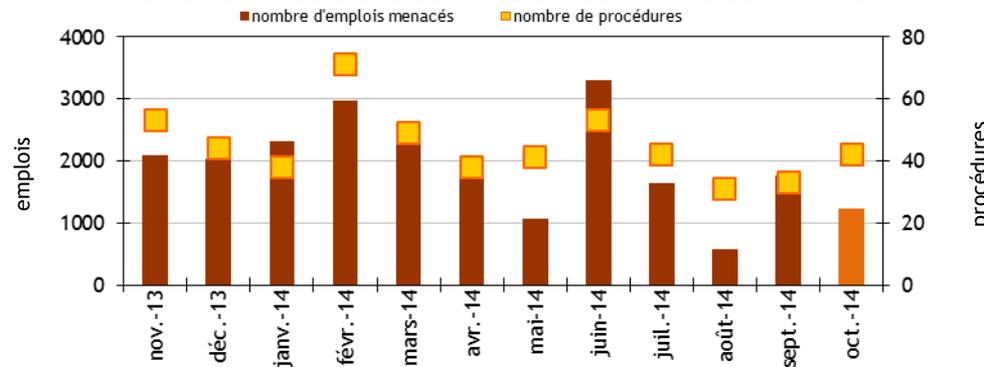
Le secteur le plus affecté proportionnellement au total de ses effectifs régionaux est celui de la fabrication de produits en plastique avec quatre procédures qui menacent 77 emplois.

Le secteur de la fabrication d'équipement électriques risque lui aussi de perdre un nombre conséquent d'emplois.

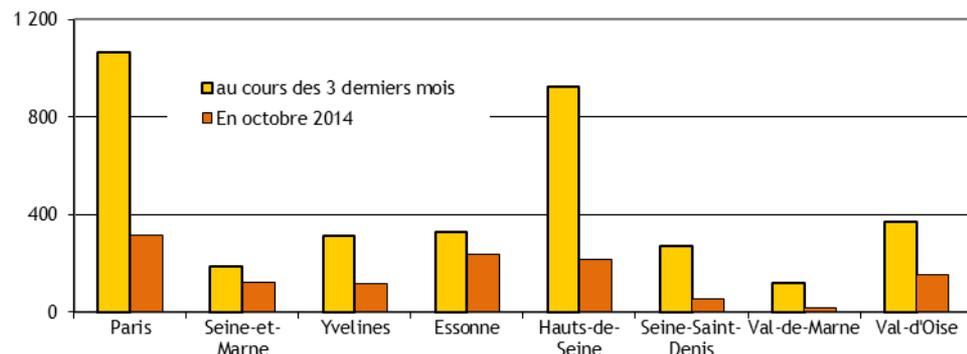
La procédure la plus importante est une liquidation judiciaire faisant perdre 145 emplois, au sein d'une association de services à la personne.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en octobre	42	5	3	4	7	12	4	1	6
cumul 2014	438	76	51	36	37	108	40	48	42
Salariés concernés	1 231	314	123	117	236	215	54	19	153
cumul 2014	19 164	3 598	1 053	1 598	1 399	5 832	2 546	1 421	1 717

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

